

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: 33 (1996)

Heft: 1282

Rubrik: Courier

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le moment est venu de sortir la grosse artillerie

Débat sur la relance. Jean-Christiane Lambelet répond à Yvette Jaggi, qui s'est exprimée dans le dernier numéro sur les volte-face du professeur d'économie.

J'AIMERAIS COMMENTER LE dernier article de Mme Yvette Jaggi (Quand les économistes crient au loup, DP 1281) et je vais essayer de le faire dans un esprit constructif.

Le point central est qu'il faut distinguer ce qui est structurel de ce qui est conjoncturel. Au printemps de cette année, toutes les conditions étaient réunies pour la poursuite et le renforcement de la (trop faible) reprise conjoncturelle qui s'était amorcée à fin 1993: l'inflation était quasiment nulle, les taux d'intérêt bas et le franc à la baisse depuis novembre 1995. Les marchés européens étaient moroses, mais ceux d'Outre-Mer – très importants pour les industries d'exportation suisses – étaient plus que porteurs. Pratiquement tous les prévisionnistes suisses étaient donc modérément confiants.

Erreur de calcul?

En ce qui nous concerne, le premier signal d'alarme se manifesta au début du printemps sous la forme des indicateurs conjoncturels de Créo: venant après une courte période d'évolution «à plat», ils indiquaient une baisse. Cela nous surprit suffisamment pour que notre première réaction ait été de nous demander si, par extraordinaire, il n'y avait pas eu erreur de calcul. Vérification faite, il n'y avait aucune erreur. Cependant, un trimestre de baisse ne fait pas encore un trend et il était parfaitement possible que cette baisse n'ait été qu'un «blip» (il y a passablement de «bruit», au sens statistique, dans la plupart des séries trimestrielles).

Puis, dès le mois de juin, les faits commencèrent à s'accumuler. Le franc repartit tout à coup à la hausse et perdit (ou gagna) en deux mois tout le terrain parcouru depuis novembre, le chômage cessa de baisser pour se remettre à augmenter, les carnets de commande se dégarnirent, etc. Il fallut se rendre à l'évidence: non seulement la reprise n'était

pas là, mais l'économie commençait à s'enfoncer dans une nouvelle récession alors qu'elle stagnait plus ou moins depuis six ans.

Thérapie nationale

Que convenait-il de faire? En règle générale, une petite économie ouverte comme la Suisse n'applique pas le genre de politique conjoncturelle à large spectre qui est de mise dans les grandes économies, simplement parce qu'elle n'en a généralement pas besoin: lorsqu'il y a récession, la reprise vient par les exportations, c'est-à-dire que le petit pays en question profite des politiques de relance appliquées dans les grandes économies. Quelquefois, cependant, il se produit un problème spécifiquement national qui demande une thérapie nationale. La dernière fois que cela se produisit fut à l'automne 1978 lorsque le franc – et lui seul – s'envola de manière vertigineuse, ce qui finit par obliger la BNS à ouvrir les vannes en grand (en trop grand, comme il s'avéra par la suite).

Dans le cas présent, il nous est clairement apparu qu'on se trouvait, pour la deuxième fois depuis des décennies, devant un problème avant tout national. Et c'est pourquoi nous avons jugé bon de faire les propositions de politique conjoncturelle commentées par Mme Jaggi. Cela se fit par étapes et tâtonnements successifs, en commençant par le diagnostic avant de s'attaquer à la thérapie. C'est un processus qui n'a pas encore atteint son terme aujourd'hui (...).

Symptômes alarmants

Mais une chose nous paraît certaine: en matière conjoncturelle, il n'y a pas définition pas de vérité permanente, fixée une fois pour toutes. Personne ne se hasarderait à prôner un programme de relance en pleine période de boom. Il y a une année ou six mois, l'opinion générale était que l'économie suisse allait, en toute probabilité, continuer de se sortir du marasme sans l'aide de mesures extraordinaires. A l'époque, avec l'information qu'on avait alors, c'était une opinion parfaitement fondée en probabilité. Tout médecin sait qu'un patient sous traitement et en voie de guérison peut néanmoins développer tout à coup des symptômes alarmants, contre toute attente et sans qu'on sache au juste pourquoi.

Pourquoi en irait-il autrement en économie? Pourquoi, Mme Jaggi, ne pas prendre les choses au premier degré? Le petit jeu du «Je vous l'avais bien dit» est stérile, mais s'il faut le jouer, alors je vous rappellerai qu'en novembre 1993, lors d'un colloque à Montreux organisé par l'Office fédéral du personnel où vous étiez présente, j'avais indiqué que si l'économie n'était pas en reprise d'ici une année ou deux, le moment serait alors venu de sortir la grosse artillerie. (...)

Voilà pour le conjoncturel. Pour tout ce qui est structurel, nous n'avons quant à nous rien changé à nos positions, bien que les discussions récentes nous aient permis d'affiner l'analyse sur certains points. Ainsi, le diagnostic proposé par notre collègue N. Blattner (Université de Bâle), d'abord au cours d'une réunion à Lausanne, puis dans un récent article de la *NZZ*, est une contribution intéressante qui, moyennant certaines modifications, peut parfaitement s'intégrer dans l'analyse que nous proposons. L'économie suisse a souffert et continue de souffrir d'une série de maux structurels, lesquels touchent avant tout les industries et branches travaillant pour des marchés intérieurs qui ont été décartellés, libéralisés ou ouverts à la concurrence étrangère (les industries d'exportation, prises globalement, se portent bien). Ces maux exigent des adaptations souvent douloureuses, mais inéluctables, comme beaucoup à gauche en sont parfaitement conscients. Notre idée est que ces adaptations se feront d'autant moins difficilement que la conjoncture sera meilleure.

Inquiétude politique

L'inquiétude n'est cependant pas qu'économique, elle est aussi et peut-être surtout politique: si l'économie ne redémarre pas et si le climat ne s'éclaircit pas, il se produira un jour un gros accident, à preuve les résultats des votations d'il y a quinze jours. Supposons, par exemple qu'il faille voter prochainement sur l'initiative visant à limiter la population étrangère à 18% du total et supposons qu'elle passe, comme cela se pourrait bien dans une situation économique aussi mauvaise. Que ferons-nous alors?

Jean-Christian Lambelet,
professeur à l'Université de Lausanne,
Institut Créo